

Naissance d'une « conspiratie »

David Colon

C'est une scène hors du commun qui se déroule le 28 janvier 2026 dans le centre électoral du comté de Fulton, en Géorgie. Des agents du FBI se saisissent de bulletins de vote et des registres originaux de l'élection présidentielle américaine de 2020. La directrice du renseignement national, Tulsi Gabbard, qui n'a *a priori* rien à faire là, réunit quelques-uns des agents du FBI d'Atlanta et – chose encore plus inhabituelle – les met en communication téléphonique avec le président des États-Unis en personne. Dans les heures qui suivent, Donald Trump diffuse sur son réseau Truth Social une série de théories du complot à propos de l'élection de 2020, notamment l'affirmation infondée selon laquelle des satellites militaires italiens auraient été utilisés pour pirater les machines à voter américaines et transférer des votes en faveur de Joe Biden. « Ce n'est que le début », déclare celui qui affirme sans cesse qu'il y a eu fraude électorale, alors que les responsables locaux ont vérifié et certifié les résultats après les élections, et que de nombreuses poursuites judiciaires contestant les résultats électoraux dans cet État ont été rejetées par les tribunaux. L'enquête criminelle sur les résultats de l'élection de 2020 dans le comté de Fulton a

David Colon est historien et enseignant à Sciences Po. Dernier ouvrage publié : *La Guerre de l'information. Les États à la conquête de nos esprits* (Tallandier, 2023).
david-colon.fr

été déclenchée par Kurt Olsen, l'ancien avocat de campagne de Trump désormais directeur de la sécurité et de l'intégrité électorale, qui avait joué en 2020-2021 un rôle central dans ce que l'on appelle aux États-Unis le « grand mensonge » (*big lie*), c'est-à-dire la tentative de renverser les résultats de l'élection présidentielle perdue par Trump, qui a eu pour point culminant l'assaut du Capitole en 2021. Désormais, les principales agences de renseignement ont reçu l'ordre de partager les informations dont elles disposent sur les élections de 2020 avec celui-là même qui n'a cessé de propager des théories conspirationnistes à leurs propos. La démarche de Kurt Olsen comme celle de Tulsi Gabbard ne repose pas sur la volonté d'établir la vérité, mais cherche à la tordre et à la subvertir. Les théoriciens du complot électoral sont désormais au pouvoir : non seulement ils occupent la Maison-Blanche et contrôlent en violation de la séparation des pouvoirs les organes fédéraux qui les poursuivaient jadis, mais ils ont entrepris de faire de leurs théories maintes fois démenties des vérités officielles. Les États-Unis sont ainsi en passe de devenir une conspiciatie, une forme de gouvernement où le conspirationnisme exerce une autorité sans limites.

Depuis qu'il s'est imposé en 2011 comme le porte-parole d'une Amérique ultraconservatrice et identitaire en affirmant que Barack Obama n'était pas né aux États-Unis, Donald Trump a largement bâti sa carrière politique sur la propagation de récits complotistes. Il a par exemple affirmé que des musulmans avaient « chanté » et « dansé » de joie sur les toits de Jersey City le 11 septembre 2001, ou que le père de Ted Cruz, son ultime adversaire aux primaires républicaines des 2016, aurait été impliqué dans l'assassinat de John F. Kennedy. À mesure qu'il a imposé son autorité sur le Parti républicain, il y a diffusé un esprit conspirationniste, relayé et amplifié par la chaîne Fox News de Rupert Murdoch, le site InfoWars de l'influenceur d'extrême droite Alex Jones, le forum anonyme 4Chan et le média en ligne Breitbart de Steve Bannon. Ce dernier, qui devient directeur de campagne de Trump en août 2016, s'appuie depuis 2014 sur Cambridge Analytica pour cibler sur Facebook les personnes les plus susceptibles d'adhérer à des idées conspirationnistes en fonction de traits de personnalité spécifiques, conjuguant narcissisme, machiavélisme et psychopathie (la « triade sombre »). « Avec le temps, écrit le lanceur d'alerte Christopher Wylie, Cambridge Analytica parvint à créer un mouvement national de citoyens conspis et névrosés. *L'alt-right*. (1) » Le caractère conspirationniste du mouvement trumpiste s'est encore accentué à partir d'octobre 2017 sous l'influence du mouvement complotiste

QAnon, largement amplifié tant par l'armée de trolls de Steve Bannon que par les réseaux de désinformation du Kremlin, qui s'emploient de longue date à saper la confiance des Américains dans leurs institutions par la diffusion de théories du complot. En 2021, une équipe de sociologues politiques américains relève que l'adhésion à ces thèses n'est plus seulement, comme elle l'était historiquement depuis des siècles, corrélée essentiellement à des identités partisans et idéologiques, mais qu'elle est également « composée d'orientations antisociales, telles que le narcissisme, le machiavélisme, la psychopathie et l'acceptation de la violence politique ». En juillet 2022, la même équipe de chercheurs montre que l'extrémisme de QAnon n'est pas tant idéologique que psychologique et s'explique « par des visions du monde conspirationnistes, des traits de personnalité de la triade sombre ». Cette étude est confirmée empiriquement par celle du profil de 31 militants QAnon ayant commis des crimes avant ou après l'insurrection du 6 janvier 2020 aux États-Unis, qui révèle que 68 % d'entre eux ont des problèmes de santé mentale.

Les conspirationnistes QAnon

Le mouvement QAnon a en effet joué un rôle central dans la contestation de la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle de 2020. Ron Watkins, l'un de ses plus influents « gourous », a lancé la théorie du complot selon laquelle la société de vote électronique Dominion aurait commis une gigantesque fraude au détriment de Donald Trump. Le récit se répand comme une traînée de poudre, relayé à l'antenne de Fox News par des proches de Trump, et par Trump lui-même, qui twitte le 12 novembre 2020 que Dominion a « effacé et modifié des millions de votes ». Une page Facebook intitulée *Stop the Steal* (« arrêtez le vol ») rassemble 320 000 abonnés du jour au lendemain, soit la croissance la plus rapide de toute l'histoire du média social de Mark Zuckerberg. Le 6 janvier 2021, les conspirationnistes QAnon participent en nombre à l'insurrection, 27 d'entre eux au moins pénètrent à l'intérieur du Capitole et deux trouvent la mort. Les images de Jacob Chansley, un militant de l'Arizona qui se fait appeler Q Shaman et porte des cornes de bison, font alors le tour du monde. À l'antenne de Fox News, Tucker Carlson affirme pourtant contre toute évidence que l'insurrection du 6 janvier était une opération sous faux drapeau destinée à discréditer et « purger » les « patriotes ». En 2022, 58 % des républicains et 28 % des Américains dans leur ensemble

continuent à croire que l'élection présidentielle de 2020 a été volée à Trump. Aux élections de mi-mandat en 2022, une majorité de candidats désignés par le Parti républicain nient la victoire de Biden aux élections de 2020.

Quatre ans plus tard, le « grand mensonge » est devenu la vérité officielle non seulement du Parti républicain, mais également de l'administration présidentielle. Pour le cinquième anniversaire de l'insurrection du Capitole, la Maison-Blanche a publié sur son site Internet, le 6 janvier 2026, un récit erroné disculpant Donald Trump de toute responsabilité, qualifiant les insurgés qui ont pris d'assaut le Capitole d'« innocents » et accusant la police du Capitole et les démocrates d'être responsables des émeutes. La Maison-Blanche omet toute référence aux 140 policiers blessés ce jour-là et, contre toute évidence, affirme qu'« aucun agent des forces de l'ordre n'a perdu la vie ».

Dès son investiture, Trump a non seulement gracié les insurgés du 6 janvier condamnés par la justice en les qualifiant « d'otages », mais aussi placé aux plus hautes fonctions de l'administration présidentielle des adeptes de théories du complot. Il nomme directrice du renseignement national (DNI) l'influenceuse complotiste pro-Kremlin Tulsi Gabbard, qui s'empresse de limoger 37 hauts responsables des 18 services de renseignement qu'elle contrôle puis demande des poursuites judiciaires contre Barack Obama et d'anciens responsables de la sécurité nationale américaine, qu'elle accuse d'avoir initié « un complot » pour démontrer que la victoire de Donald Trump était due à une ingérence russe (2). Au printemps 2025, Donald Trump ordonne à son conseiller à la sécurité nationale, Michael Waltz, de licencier une demi-douzaine de hauts responsables, sur les conseils de Laura Loomer, une agitatrice d'extrême droite et théoricienne du complot qui a toute la confiance du président.

À la tête du FBI, Trump nomme Kash Patel, un entrepreneur de théories du complot qui limoge aussitôt plusieurs dizaines de hauts cadres du FBI impliqués dans des enquêtes sur l'assaut du Capitole ou concernant Donald Trump. Il est même allé jusqu'à recourir à des détecteurs de mensonges pour tester la loyauté de certains hauts responsables à son égard. De février à décembre 2025, Patel a eu pour second Dan Bongino, un influenceur conspirationniste qui avait appelé sur son podcast à emprisonner les anciens présidents Barack Obama et Joe Biden, et dit croire que certains démocrates seraient infectés par une « énergie démoniaque ». L'agence traditionnellement vouée au contre-espionnage et au contre-terrorisme se retrouve ainsi contrainte d'endosser les croyances conspirationnistes de

Trump et de ses loyaux partisans. Le désir assumé du président de se venger des enquêtes fédérales qui ont abouti à ses deux procédures d'*impeachment* conduit la procureure générale américaine Pam Bondi à ordonner aux procureurs d'ouvrir une procédure judiciaire contre les opposants politiques de Donald Trump. En septembre 2025, Trump publie accidentellement sur Truth Social un message dans lequel il fait pression sur Pam Bondi pour qu'elle engage directement des poursuites contre ses ennemis, à commencer par l'ancien directeur du FBI James Comey.

Santé en danger

Sous l'administration Trump, les théories du complot ont donc commencé à produire des effets très concrets. Dès le mois de janvier 2025, les législateurs républicains de plus de quinze États différents déposent au moins vingt-cinq projets de loi visant à interdire « les émissions chimiques destinées à modifier les conditions météorologiques », sur la base de la vision complotiste dite des « chemtrails ». Le 27 août 2025, Donald Trump appelle sur Truth Social à inculper le milliardaire démocrate George Soros, qu'il accuse sans preuve de soutenir des émeutes violentes. Aussitôt, un haut responsable du ministère de la Justice adresse à une demi-douzaine de bureaux du procureur une directive leur demandant de rédiger des plans pour enquêter sur Soros, énumérant les chefs d'accusation que les procureurs pourraient retenir. Cette demande, note le *New York Times*, « constitue une rupture majeure avec des décennies de pratique visant à protéger le ministère de la Justice de toute ingérence politique ». La justice américaine est ainsi en passe de devenir le bras armé du conspirationnisme.

C'est toutefois dans le domaine de la santé que la « conspiratie » américaine produit les effets potentiellement les plus délétères. Le secrétaire à la Santé Robert F. Kennedy Jr. (RFK Jr.) a littéralement fait fortune en diffusant des théories du complot antivaccinales, déclarant 1,2 million de dollars de revenus associés à son activité de président de l'organisation à but non lucratif Children's Health Defense. Son ONG a par exemple diffusé des informations erronées aux Samoa qui ont participé à une baisse de la vaccination contre la rougeole avant l'épidémie de 2019 qui a coûté la vie à 83 personnes, principalement des enfants. Kennedy a plus d'une fois affirmé que les épidémies de rougeole avaient été « fabriquées » pour pousser les gens à se faire vacciner et il est allé jusqu'à insinuer

que le Covid avait été conçu pour cibler les personnes blanches et noires et épargner les juifs et les Chinois. Entre janvier et juin 2025, Robert F. Kennedy Jr. a relayé douze faux récits sur la santé, lesquels ont généré 25 millions de vues rien que sur X (3). Parmi ces récits, l'affirmation infondée selon laquelle la maladie de Lyme serait une arme biologique fabriquée par le gouvernement. Une fois en fonction, Kennedy Jr. a licencié la directrice des Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), le docteur Susan Monarez, qui a refusé d'approuver des modifications de la politique vaccinale « sans tenir compte des preuves scientifiques », et l'a remplacée par Jim O'Neill, un « super propagateur » de théories du complot qui a notamment promu l'ivermectine et l'hydroxychloroquine pour traiter le Covid-19. Tous les directeurs successifs du CDC depuis 1977 ont dénoncé dans un communiqué commun cette décision sans précédent qui, écrivent-ils, « met en danger la santé de tous les Américains ». Enfin, le rapport de Robert F. Kennedy Jr. intitulé *Make America Healthy Again* (Maha), probablement conçu en ayant recours à l'IA générative, cite sept études qui n'existent pas et en interprète d'autres de manière complètement erronée. *A contrario*, il a demandé le retrait d'un authentique article scientifique danois concluant, à l'encontre de ses affirmations, à l'absence de lien entre l'aluminium présent dans les vaccins et certaines maladies (4).

L'un des traits les plus saillants de la « conspiratie » naissante aux États-Unis est en effet la détermination avec laquelle l'administration présidentielle s'emploie à priver les citoyens de la possibilité même d'accéder à ce que Marc Bloch appelait « ce minimum de renseignements nets et sûrs sans lesquels aucune conduite rationnelle n'est possible » (*L'Étrange Défaite*). Lorsque l'administration Trump a affirmé que l'extrémisme de gauche était à l'origine de la majorité des attentats meurtriers aux États-Unis, un rapport officiel établissant le contraire a été supprimé du site Web du ministère américain de la Justice. Le 1^{er} août 2025, quelques heures après la publication de chiffres de l'emploi plus faibles que prévu, Donald Trump a limogé la commissaire du Bureau des statistiques de l'emploi (*Bureau of Labor Statistics*), Erika McEntarfer, en l'accusant sans preuve d'avoir « truqué » les chiffres pour nuire à l'image des républicains et à la sienne. Et lorsque la cote de popularité de Donald Trump a chuté de 47 % à 36 %, Gallup a annoncé la suppression pure et simple de ce baromètre de la popularité qui existait depuis près de quatre-vingt-dix ans.

L'ultime étape susceptible de permettre au conspirationnisme trumpien

d'exercer une autorité sans limites aux États-Unis est la prise de contrôle du processus électoral. Le 10 avril 2025, la Chambre des représentants a adopté à l'initiative de la Maison-Blanche le Save Act, une loi qui requiert d'apporter une preuve de citoyenneté américaine pour pouvoir voter. Sous le prétexte de lutter contre le risque que des « non-citoyens » votent illégalement, elle pourrait priver de fait des millions de citoyens de leur droit de vote. Signe de la gravité des temps, le très libertarien et conservateur Cato Institute a publiquement démenti les affirmations fausses de Trump concernant le vote des non-citoyens, relevant au passage que même la base de données de la très trumpiste Heritage Foundation ne recense que 24 cas de non-citoyens votant aux élections américaines de 2003 à 2023. Face à la « conspiciatie » trumpienne, la « véritocratie », ce mode de gouvernement fondé sur la réalité factuelle, n'a donc pas dit son dernier mot.

1. Christopher Wylie, *Mindfuck. Le complot Cambridge Analytica pour s'emparer de nos cerveaux*, Grasset, 2020, p. 229.

2. « La directrice du renseignement américain, proche de Trump, accuse Obama d'avoir "préparé le terrain pour un coup d'État" », *Le Parisien*, 21 juillet 2025.

3. Anicka Slachta, « Le secrétaire à la Santé des États-Unis, Robert F. Kennedy Jr, un superpropagateur d'infox sur la santé », *NewsGuard*, 27 juin 2025.

4. « RFK Jr demanded a vaccine study be retracted – the journal said no », *Nature*, 22 août 2025.